

tute. Ses stagiaires doivent retourner dans les villages d'où ils viennent; ils y rapportent beaucoup de savoir que Loku a lui-même ramené de Nouvelle-Écosse”.

C'est l'Agence canadienne de développement international qui a parrainé les cours de formation de Loku Valasurya au *Coady Institute*.

“C'était tellement encourageant, tellement stimulant” déclarait-il. C'est merveilleux de découvrir que des entreprises de ce genre se réalisent, de voir des gens apprendre à se débrouiller. Il est agréable aussi de penser qu'une grande partie de cette réalisation est née d'un rêve qu'avait fait un jour un résidant du Cap Breton, le Dr Moses Coady.”

Programme fédéral-provincial de sécurité routière

Les dix gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral ont annoncé une intensification de la coopération fédérale-provinciale dans le domaine de la sécurité routière qui doit se traduire par la mise en oeuvre d'un programme conjoint étalé sur cinq ans.

Les ministres responsables de la sécurité routière et de l'administration des véhicules automobiles ont rendu publics des objectifs communs de sécurité routière portant sur une réduction de 15 p. cent d'ici cinq ans du taux de mortalité dans les accidents de la route au pays.

Les ministres ont fait remarquer que, même si les données statistiques sur le total des morts sur les routes du Canada en 1973 n'étaient pas encore disponibles, il y avait eu plus de 6,200 tués et plus de 200,000 blessés dans des accidents sur le réseau routier national

en 1972, soit une augmentation de 12 p. cent par rapport à l'année précédente. Le coût des accidents de la route au Canada s'élève à plus d'un milliard et demi de dollars par année, y compris les soins médicaux qui à eux seuls se chiffrent à quelque 400 millions de dollars.

Conçu pour réaliser d'ici cinq ans l'objectif annoncé par les ministres, le nouveau programme s'inspire d'une résolution sur la sécurité routière internationale proposée par le Comité de l'OTAN sur les défis de la société moderne après une étude de trois ans menée par les gouvernements membres. Cette résolution vise à assurer une collaboration permanente entre les pays de l'OTAN pour l'échange de renseignements techniques sur la sécurité routière, en vue de favoriser la mise en commun des ressources de tous les pays membres, de réduire la mortalité sur les routes et de faciliter les voyages internationaux. Les données provenant des recherches et des programmes pertinents mis en oeuvre à l'étranger, seront mises à notre disposition grâce à la collaboration des autres membres de l'OTAN et d'autres organisations internationales, et constitueront un atout précieux dans la poursuite des objectifs cités plus haut.

Ce sont les gouvernements provinciaux qui sont directement responsables de l'administration des véhicules automobiles, de la délivrance des permis de conduire, de la construction et de l'exploitation des routes. Pour sa part, le ministère fédéral des Transports administre un programme de recherche en matière de sécurité routière, s'occupe activement de favoriser la collaboration internationale et voit à faire respecter à l'usine et aux points d'importation les normes de sécurité applicables aux véhicules automobiles neufs.

Effets de la pénurie... (suite de la p. 2)

frais d'expédition, qui ont aussi augmenté de plus de 100% durant la même période.

L'aide du Canada

Le Canada a déjà formellement déclaré qu'il s'opposait à toute réduction de l'aide. Lors de la Conférence de Washington sur l'énergie, en février, mes collègues et moi sommes même allés plus loin en jouant un rôle de pre-

mier plan en vue d'amener la Conférence à appuyer une déclaration publiée dans le communiqué officiel et voulant que l'on fasse des efforts vigoureux pour “maintenir et élargir le flux d'assistance au développement par la voie bilatérale et par l'entremise d'institutions multilatérales sur la base d'une solidarité internationale englobant tous les pays dotés des ressources appropriées.”

Au Canada, le Gouvernement envisage plusieurs possibilités:

1. Notre participation à diverses institutions multilatérales, y compris les banques de développement régionales, pourrait nous permettre d'encourager et d'appuyer une réévaluation des programmes de prêts, et de réorienter les ressources vers les pays en voie de développement qui sont les plus sérieusement touchés par la hausse des prix du pétrole.

2. Nous avons demandé que des mesures législatives autorisent le Canada à apporter sa contribution à la quatrième campagne de refinancement de l'Association internationale de développement (AID). C'est là l'instrument de la Banque mondiale sur lequel comptent les pays les plus pauvres pour obtenir une assistance au développement. Les prêts octroyés par l'Association le sont à des conditions extrêmement modérées, généralement sans intérêts.

3. Sur le plan bilatéral, les programmes de l'ACDI seront adaptés au nouvel état de chose chaque fois que cela s'imposera. Certains pays ont déjà déclaré quels étaient leurs besoins les plus pressants et la Banque mondiale a aussi identifié quelques-unes des régions où l'assistance est requise d'urgence. Il est évident que l'ACDI aura non seulement besoin d'une sensible augmentation de fonds mais qu'elle devra aussi faire preuve d'une haute compétence pour modifier le programme canadien d'assistance au développement de manière à neutraliser certains des effets défavorables des bouleversements récents et pour maintenir l'impulsion donnée au développement dans les pays du Tiers monde avec lesquels nous avons des relations bien établies.

* * * *

Hebdo Canada est publié par la Direction de l'Information, ministère des Affaires extérieures, Ottawa, K1A 0G2. Un index paraît tous les trois mois.

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence avec indication de source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, sera communiquée sur demande.

This publication is also available in English under the title *Canada Weekly*.

Ciertos números de esta publicación aparecen también en español bajo el título *Noticiero de Canadá*.

Ähnliche Ausgaben dieses Informationsblatts erscheinen auch in deutscher Sprache unter dem Titel *Profil Kanada*.